

L'économie de la Polynésie française en 2017

Une situation propice à la création d'emploi

L'évolution positive de l'indicateur du climat des affaires depuis quelques années confirme la bonne tenue de l'activité économique en Polynésie française. La situation financière des agents économiques s'en trouve améliorée et se traduit en 2017 non seulement par une nette reprise des investissements productifs, mais aussi par une politique de recrutement plus active pour répondre au surcroît d'activité. Cette tendance a été plus particulièrement marquée dans le tertiaire, le secteur de la construction restant encore en retrait. Les ménages, pour leur part, ont accentué leurs achats de biens de consommation courante et leurs investissements dans le logement. Sur douze mois glissants, la production de crédits à l'habitat des établissements de crédit a crû de 7,1 %.

En hausse de 2,9 % sur l'année, après +6,6 % en 2016, la masse monétaire s'établit à 490 milliards de F CFP. Dans un marché encore liquide, le volume de l'activité bancaire consacre en 2017 la reprise de la production de crédit, associée à une collecte de dépôts toujours dynamique.

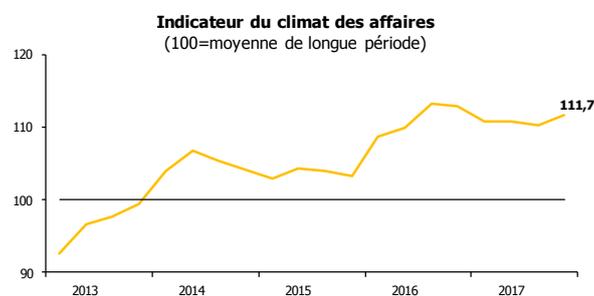
ENVIRONNEMENT PROPICE À LA CRÉATION D'EMPLOI

Maintien d'une conjoncture favorable

En progression en 2017, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se stabilise en 2017 bien au-delà de sa moyenne de longue période et se renforce sur le dernier trimestre de l'année.

L'optimisme des chefs d'entreprise se maintient en 2017, surtout dans le secteur tertiaire et l'industrie. Les responsables du BTP, pour leur part, se montrent plus prudents.

Dans l'ensemble, l'accroissement de l'activité a favorisé la reprise des investissements et des embauches.

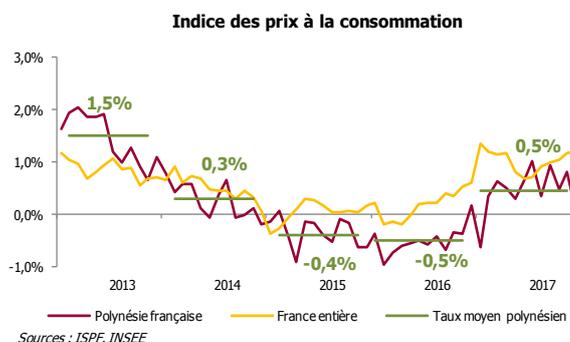


Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Modération des prix à la consommation

En repli les deux années précédentes, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'accroît légèrement, +0,5 % en moyenne en 2017.

En fin d'année, il se stabilise grâce à ses composantes majeures (dont produits alimentaires 0 % et transports +0,2 %). De ce fait, la forte hausse du poste boissons alcoolisées tabac (+8,9 % sur douze mois), suite à la revalorisation des prix du tabac de 39 % au 1^{er} avril 2017, est absorbée par la baisse des prix des articles d'habillement (-7,7 %) et des communications (-3,9 %), avec le renforcement de la concurrence dans la téléphonie et l'Internet.



Sources : ISPF, INSEE

Expansion du marché de l'emploi

Le renforcement du marché du travail se poursuit. L'indice de l'emploi salarié, qui affichait -0,1 % en moyenne annuelle sur la période 2012-16, augmente de 1,8 % à fin décembre 2017. Hormis le BTP (-0,6 %), l'ensemble des secteurs y contribue, et plus particulièrement l'industrie (+4,1 %) et l'hôtellerie-restauration (+3,4 %).

Au terme des neuf premiers mois de l'année, les effectifs salariés sont en progression de 2,8 % en glissement annuel, retrouvant leur meilleur niveau depuis début 2011 (64 000 contre 63 500 en janvier 2011). Les créations d'emplois s'amplifient, 1 700 entre septembre 2016 et septembre 2017 (1 100 un an auparavant), et sont concentrées dans le tertiaire (1 500).

Reprise de la consommation des ménages

La dynamique de l'emploi, qui se reflète dans la hausse de la masse salariale, +2 % entre septembre 2016 et septembre 2017, et la modération de l'évolution des prix sont autant d'opportunités pour la consommation des ménages.

Le marché de l'automobile, soutenu en outre par le prolongement du dispositif public d'incitation à l'achat de voitures non polluantes, explose : les immatriculations de véhicules de tourisme neufs, 4 918 en 2017, augmentent de 47,4 % par rapport à l'année précédente, approchant leur meilleure performance depuis dix ans (5 058 en 2008). De même, les importations de biens destinés aux ménages s'affichent en hausse, aussi bien pour les produits courants (+2 %) que pour les produits alimentaires (+3,4 %).

Les commerçants enquêtés trimestriellement par l'IEOM ont reconnu avoir joui d'une conjoncture porteuse, qui les a incités à embaucher, leur permettant aussi de conforter leur situation de trésorerie et d'accentuer leur effort d'investissement. En cela, ils sont soutenus par les aides financières et fiscales à la rénovation et à l'équipement des commerces de proximité mises en place par le gouvernement.

Dynamisme de l'investissement privé

L'investissement immobilier des ménages conserve une orientation positive ; le rythme de croissance de l'encours des crédits à l'habitat s'accélère, +4,8 % en 2017, après +2,6 % en 2016. Sur onze mois, la production locale de prêts immobiliers atteint 24,5 milliards de F CFP (23,5 milliards de F CFP sur l'année 2016).

Dans le secteur productif, les prévisions d'investissement des entrepreneurs à l'horizon d'un an sont optimistes. Stable en 2016, l'encours des crédits à l'investissement augmente de 6,1 % en 2017. La production locale de crédits à l'équipement des entreprises s'établit à 19,8 milliards de F CFP en cumul de janvier à novembre (17,1 milliards de F CFP sur l'année 2016).

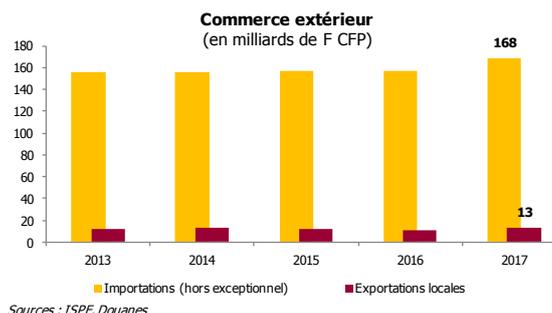
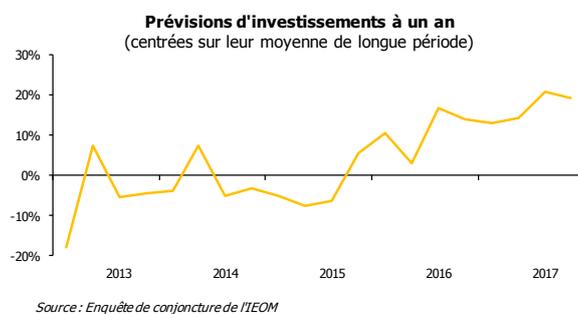
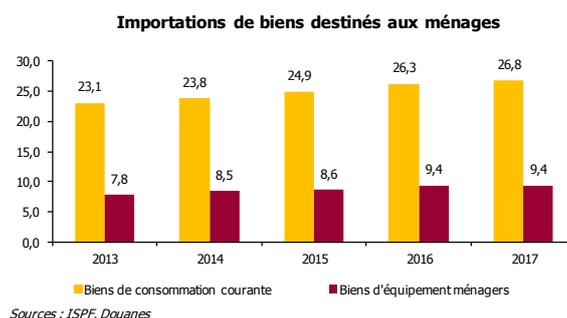
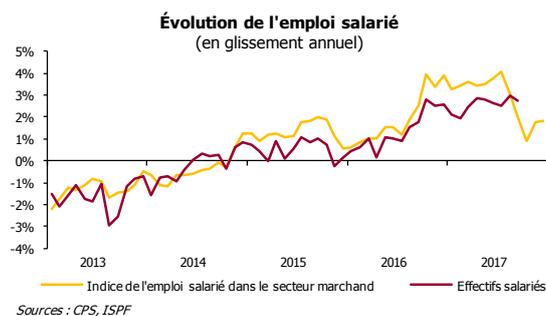
De surcroît, les importations de biens d'équipement des entreprises hors éléments exceptionnels enregistrent +3,7 % sur l'année et celles de biens intermédiaires +5,6 %.

Rebond du commerce extérieur

Les exportations locales s'établissent à 13 milliards de F CFP, en hausse de 16,7 % par rapport à l'année précédente (11,1 milliards de F CFP en 2016), grâce à la plupart des produits. Les recettes des ventes de perles brutes, qui représentent les 2/3 du total, croissent de 26,3 % ; celles de poisson (+4,5 %), vanille (+33,5 %) ou monoi (+14,6 %) enregistrent également de bonnes performances.

Parallèlement, les importations augmentent de 7,3 % en un an, portées en grande partie par les produits automobiles (+26,8 %) et les produits énergétiques (+26,4 %), stimulés par la remontée des cours pétroliers en 2017 (+21 %).

Hors biens exceptionnels (aéronefs, navires, etc.), le déficit du commerce extérieur atteint 155 milliards de F CFP, soit plus du quart du PIB de la Polynésie française.



DIFFUSION DE LA CROISSANCE DANS LES DIFFÉRENTS SECTEURS

Vitalité du secteur tertiaire

Comme l'année précédente, les services marchands profitent de l'embellie sur la consommation des ménages et la fréquentation touristique en 2017. De janvier à septembre cumulés, le chiffre d'affaires du tertiaire est en hausse de 6,7 %, grâce aux secteurs du commerce de détail (+4,5 %), du commerce automobile (+9 %), de l'hébergement et restauration (+8 %) et du transport (+1,8 %).

Le tertiaire, qui emploie huit salariés sur dix et compte pour plus de 80 % de la création de richesse en Polynésie française, contribue fortement à la régénération de l'économie.

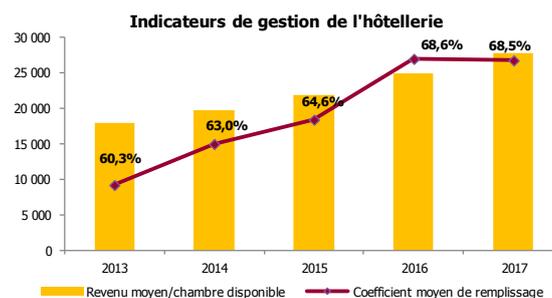
Plus de touristes en hébergement terrestre

De janvier à novembre en cumul¹, la fréquentation touristique progresse de 3,5 %, grâce à l'apport des touristes terrestres (+5,9 %). La croisière, en revanche, recule (-6,6 %), impactée par les carénages de paquebots basés localement (MS Paul Gauguin, Windspirit).

Les principaux marchés émetteurs de tourisme de la Polynésie française demeurent inchangés sur la période, États-Unis en tête (34 % du total), suivis de la France (21 %), puis du reste de l'Europe (14 %), de la zone Pacifique (13 %) et du Japon (7 %).

Dans l'hôtellerie polynésienne, le revenu moyen par chambre disponible augmente de 11 % en 2017 (+14 % en 2016) et le volume de chambres disponibles se renforce (+6,5 %). En effet, les rachats et réouvertures d'établissements se poursuivent (Novotel de Bora Bora repris par un groupe local en avril), afin de tirer parti de

l'extension de l'offre de transport aérien en 2018 (arrivée des compagnies aériennes French Bee et United Airlines).

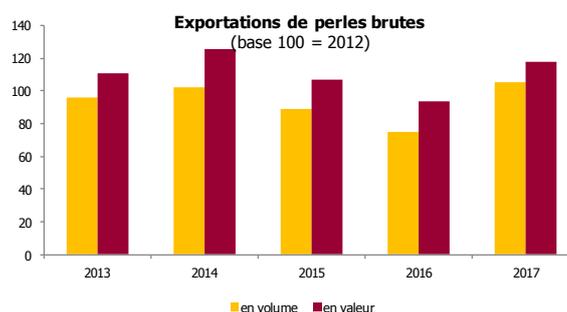


Source : ISPF

Hausse des exports du secteur primaire

Dans l'ensemble, les recettes à l'export du secteur primaire ressortent en hausse en 2017. Pour les perles brutes (+26,3 %), cette évolution tient uniquement à la hausse des volumes (14,8 tonnes en 2017 contre 10,5 en 2016). En revanche, il s'agit d'un effet prix pour le poisson (+4,5 %) et la vanille (+33,5 %). Cette dernière a pâti du recul de la production, lié au retard dans la régénération des plantations.

La récolte de coprah continue de baisser, -4,5 %, après -21,9 % en 2016, pour s'établir à 11,8 tonnes, les cultivateurs tentant désormais de se diversifier vers de nouveaux débouchés plus rémunérateurs (huile de coco vierge, eau de coco).



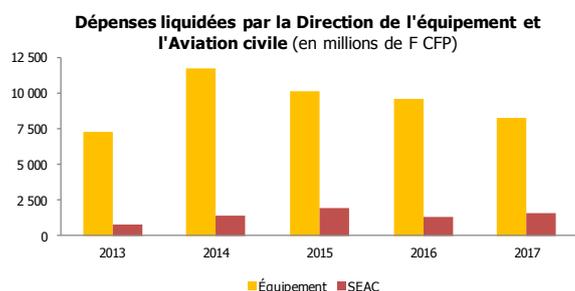
Sources : ISPF, IEOM

BTP soutenu par l'immobilier

En cumul sur les trois premiers trimestres de l'année, le chiffre d'affaires du BTP stagne (-0,6 % en glissement annuel) et s'inscrit en repli de 3 % pour le génie civil. Les dépenses liquidées par la Direction de l'équipement sont en repli de 13,2 % sur l'année (8,3 milliards de F CFP contre 9,5 en 2016).

Le BTP est toutefois soutenu par le dynamisme de l'investissement immobilier des ménages. Cette tendance devrait se maintenir, avec le dispositif législatif local d'aide à l'investissement des ménages (AIM), mis en place en août 2014, reconduit et étendu en novembre 2017².

Enfin, l'Office polynésien de l'habitat (OPH), opérateur historique de logement social en Polynésie française, a augmenté de 25 % ses livraisons de logement par rapport à l'année précédente (466 en 2017) et ambitionne de monter à 650 en 2018, soit +39 %.



Sources : SEAC, Direction de l'équipement

Croissance dans l'industrie

Sur les neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires de l'industrie s'accroît de 4,5 %, corroborant l'opinion des chefs d'entreprise sondés pour l'enquête de conjoncture de l'IEOM, qui escomptaient une accélération du courant d'affaires au deuxième semestre 2017. Les recettes d'exportation progressent pour le monoï (+14,6 % sur l'année), mais reculent de 8,9 % pour l'huile de coprah, pénalisée par la contraction de la récolte de coprah.

¹ Dernière donnée disponible.

² Loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014.

REPRISE DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE

En 2017, l'activité bancaire reprend en Polynésie française. Alors que la collecte de dépôts poursuit sa croissance (+2,9 % en glissement annuel en décembre), l'encours sain des crédits, stable en 2016, repart à la hausse (+3,4 %). En parallèle, les établissements de crédit locaux continuent d'assainir leur portefeuille, à la fois en interne, par renforcement de leurs processus de recouvrement, et en externe, par le biais de cessions de créances douteuses à des sociétés spécialisées.

Consolidation des dépôts à vue et baisse des placements à terme

Les actifs financiers des agents économiques polynésiens enregistrent +1,7 % en 2017 (+5,1 % en 2016), la collecte nette d'épargne atteignant 9,2 milliards de F CFP en fin d'année. Elle est alimentée par les dépôts à vue (+10,5 %) et les comptes sur livrets (+10 %). Comme l'année précédente, les dépôts à terme (-16,5 % en 2017, après -10 % en 2016), font l'objet d'arbitrages négatifs, plombés par les rémunérations dissuasives proposées par les banques de la place, saturées de liquidités.

L'exercice 2017 se clôture sur un surplus d'avoires pour les ménages (+13,2 milliards de F CFP entre fin 2016 et fin 2017) ; ceux des entreprises (-3 milliards de F CFP) et des collectivités locales (-1 milliard de F CFP) sont en retrait.

Augmentation des crédits en faveur des entreprises et des ménages

Le rythme de progression de l'encours sain des crédits aux entreprises, encore timide en 2016 (+0,7 % en glissement annuel), s'accélère en 2017 (+4,5 %), tiré par les crédits d'investissement (+5,1 %) et, dans une moindre mesure, par les crédits d'exploitation (+2,2 %).

La croissance de l'encours sain des crédits aux ménages, +3,1 %, après +1,5 % en 2016, tient uniquement à l'investissement immobilier, facilité par des taux d'intérêt attractifs et des dispositifs publics incitatifs. Les crédits à la consommation conservent une tendance négative, -1,1 % sur l'année (-3,3 % en 2016).

En revanche, l'encours sain des crédits des collectivités se contracte de 1,6 %, le crédit d'investissement accordé au Pays ne suffisant à compenser l'amortissement des emprunts.

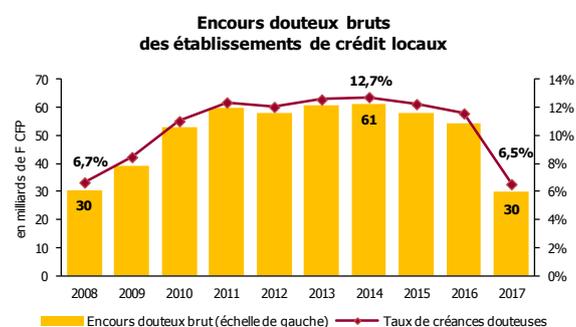
Il en va de même pour les concours des établissements de crédit situés hors du territoire qui alimentent les besoins de trésorerie ou d'investissement des agents économiques polynésiens. Après -2,5 % en 2016, ils stagnent en 2017 (-0,2 %) à cause de la baisse de l'encours des collectivités locales, qui représente 60 % du total.

Assainissement du portefeuille des banques de la place

Le taux de créances douteuses brutes a culminé à 12,7 % en 2014 avant que le portefeuille des banques ne commence à s'assainir, avec l'amélioration de la gestion du risque de crédit et les cessions de prêts non performants à des entreprises métropolitaines spécialisées.

Ainsi, les créances douteuses nettes ont drastiquement diminué, de 18,1 milliards de F CFP à fin 2016 à 10,9 un an plus tard, et le taux de provisionnement, ajusté à la baisse, demeure important (63,7 % fin 2017 contre 66,7 % un an auparavant).

Fin 2017, le taux de créances douteuses est de 6,5 %, très en dessous de son niveau de 2016 (11,6 %) et similaire à celui d'avant la crise financière de 2007-2008.



PERSPECTIVES

Les anticipations des chefs d'entreprise sur les premiers mois de 2018 sont plutôt optimistes. Alors que la situation financière des sociétés se renforce, le courant d'affaires, bien orienté, devrait stimuler la création d'emploi et l'investissement, dans un environnement favorable tant sur le plan international que local. Les grands projets dans les domaines de l'aquaculture (ferme de Hao aux Tuamotu pour l'élevage de poissons) et du tourisme (futur complexe du village tahitien sur la côte ouest de Tahiti) devraient en outre avoir un effet d'entraînement.

Parallèlement, les pouvoirs publics accompagnent le retour à la croissance par des mesures conjoncturelles d'aide à l'investissement et consolident ses bases en mettant en place des politiques structurelles générales (système de protection sociale) et sectorielles (schémas directeurs dans le secteur primaire, logement social).

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Marie-Anne POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : Claude PERIOU

Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : avril 2018 – Dépôt légal : avril 2018 – ISSN 1968-6277